

ReLION – Observation des Actions de prévention liées aux usages de Drogues (Tabac, Alcool, Médicaments psychotropes, Drogues illicites et produits Dopants)

Année de référence : Année 2006 ou année scolaire 2005-2006

Département : [liste déroulante]

Si l'action a été menée dans différents départements, veuillez remplir un questionnaire par département. NB : Des consignes sont précisées dans la page de menu précédente pour dupliquer facilement les informations saisies, puis les ajuster, dans un autre questionnaire.

Dans la suite du questionnaire, ne reportez que les informations relatives à l'action ayant eu lieu dans la période de référence et dans le département mentionnés dans l'encadré ci-dessus.

VOUS ÊTES :

- Membre ou responsable d'une association ou fondation à but non lucratif
- Agent ou responsable d'une administration nationale
- Agent ou responsable d'un service déconcentré de l'Etat
- Agent ou responsable d'une administration d'une collectivité territoriale
- Membre du personnel ou chef d'un établissement scolaire
- Membre du personnel ou responsable d'un service sanitaire ou social
- Membre du personnel ou responsable d'un organisme de protection sociale
- Membre du personnel ou responsable d'une entreprise privée ou publique

Merci d'avoir signalé à quelle structure vous appartenez. Nous allons maintenant parler de l'action de prévention que vous avez accepté de décrire.

L'ACTION

1. Quel est l'intitulé de l'action ? (si l'action n'avait pas de nom spécifique, donnez-lui en un maintenant)

2. A quel titre votre structure, a-t-elle participé à l'action ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- En tant que commanditaire principal, décidant du lancement de l'action auprès du public-cible
- En tant que conseiller ou expert n'intervenant pas directement auprès des publics-cibles
- En tant qu'opérateur, intervenant directement auprès des publics cibles

3. Combien de fois votre structure a-t-elle organisé cette action (à l'identique ou presque à l'identique) au cours de l'année dans le département ? (précisez le nombre)

4. Où s'est déroulée cette action ?

Merci d'indiquer le code postal précis de ce lieu.

Si l'action s'est déroulée en plusieurs endroits du département, n'indiquez que le code numérique du département (ex : 01 pour l'Ain).

5. Sur quelle période globale s'est déroulée cette action au cours de l'année de référence ?

Si cette action n'a duré qu'une journée ou moins, remplissez seulement la date de début)

Si cette action a été organisée plusieurs fois, dans le département indiqué, au cours de la période de référence, indiquez la date de début de la première fois où l'action a été menée et la date de fin de la dernière fois).

Date de début (jj/mm/aa) : _____

Date de fin (jj/mm/aa) : _____

6. L'action s'est-elle déroulée, au moins une fois ou en partie, dans une ou des zones prioritaires ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Non
- Oui, dans un ou des sites classés en ZEP-REP
- Oui, dans un ou des sites classés en ZUS
- Ne sait pas

7. Qui étai(en)t le ou les commanditaire(s) de l'action ? (une ou plusieurs réponses possibles)

Il s'agissait d'un(e) ou plusieurs :

- écoles élémentaires
- collèges
- LEGT (lycées d'enseignement général et technologique)
- lycées d'enseignement professionnel
- établissement Public Local d'Enseignement Agricole (lycées agricoles, CFPPA, etc.)
- CFA
- SEGPA ou EREA(*)
- établissements d'enseignement supérieur
- centres sanitaires ou sociaux (ex. : CCASS, CMS, services hospitaliers, etc.)
- entreprises privées ou publiques
- syndicats de salariés
- services d'une commune ou d'un groupe de communes
- autres collectivités territoriales
- administrations de la santé
- administrations de la jeunesse et des sports
- administrations de la politique de la Ville
- administrations ou institutions judiciaires
- autres administrations de l'État
- organismes de protection sociale
- compagnies d'assurances privées
- associations à but non lucratif (ex. : CODES, CSST, etc.)
- Autres (précisez) : _____

7.bis. Veuillez préciser le nom de la (des) structure(s) qui a(ont) été le(les)commanditaires(s) de cette action ?

8. Qui étai(en)t le ou les opérateur(s) de l'action (ceux dont les membres sont intervenus sur le terrain) ? (une ou plusieurs réponses possibles)

Il s'agissait d'un(e) ou plusieurs :

- écoles élémentaires
- collèges
- LEGT (lycées d'enseignement général et technologique)
- lycées d'enseignement professionnel
- établissement Public Local d'Enseignement Agricole (lycées agricoles, CFPPA, etc.)
- CFA
- SEGPA ou EREA(*)
- établissements d'enseignement supérieur
- centres sanitaires ou sociaux (ex. : CCASS, CMS, services hospitaliers, etc.)
- entreprises privées ou publiques
- services chargés de l'application de la loi (police, gendarmerie, douanes)
- services d'autres administrations de l'État (précisez) : _____
- services d'une communes ou d'un groupe de communes
- services de collectivités territoriales
- organismes de protection sociale (allocations familiales, assurance maladie, mutualités)
- structures de soins (CSST, CCAA,...), d'écoute (PAEJ, Points Écoute,...)
- structures d'insertion (missions locales, CIDJ,...)
- structures d'éducation pour la santé généralistes (INPES, CODES, ...)
- structures associatives spécialisées (ANPAA, CDPAA, CNCT, Ligue cancer, ...)
- Centre d'information régional drogues et dépendances (CIRDD)
- particuliers (experts, parents, habitants du quartier,...)
- autres (précisez) : _____

(*) *SEGPA : Sections d'enseignement général et professionnel adapté ; EREA : Établissements régionaux d'enseignement adapté*

8.bis. Veuillez préciser le nom de la (des) structure(s) qui a(ont) été l'(les)opérateur(s) de cette action ?

9. Qui étaient les personnes particulièrement visées par cette action ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Des personnes de tous âges
- Des enfants (moins de 11 ans)
- Des pré-adolescents (de 11 à 14 ans)
- Des adolescents (de 15 à 18 ans)
- De jeunes adultes (de 19 à 25 ans)
- Des adultes (de 26 à 65 ans)
- Des personnes âgées (de plus de 65 ans)

10. Qui étaient les personnes particulièrement visées par cette action ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Tous les publics
- Des élèves ou des étudiants
- Des apprentis
- Des actifs (salariés ou indépendants)
- Des retraités
- Des personnes en insertion ou en rupture d'activité

11. Si l'action a été menée en milieu scolaire ou universitaire, à qui s'adressait-elle ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- L'action n'a pas été menée en milieu scolaire ou universitaire
- Des élèves du primaire
- Des élèves de 6^{ième}
- Des élèves de 5^{ième}
- Des élèves de 4^{ième}
- Des élèves de 3^{ième}
- Des élèves de 2^{nde}
- Des élèves de 1^{ière}
- Des élèves de terminale
- Des étudiants (post-bac)
- Des élèves d'autres niveaux d'enseignement (ex : CAP, BEP, 1^{er} ou 2^{ème} cycle agricole,...)

12. Si le public était pris en charge par une institution, quel était-il ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Ce public ne relevait d'aucune prise en charge particulière
- Public bénéficiaire de l'Aide sociale à l'enfance
- Public sous mesure d'assistance éducative (Action éducative en milieu ouvert, tutelle PJJ)
- Autre public sous main de justice (population carcérale, etc)
- Jeunes en insertion (PAIO, mission locale)
- Adultes en insertion (relevant du RMI, de CHRS)
- Autres (précisez) : _____

13. Pouvez-vous essayer estimer à combien de personnes s'est adressée cette action, au total ? (Indiquez un nombre unique)

Environ _____ personnes

14. Quels étaient les objectifs de cette action ? (3 réponses au maximum)

- Améliorer les connaissances des publics
- Stimuler la perception de la nocivité de certains produits ou contextes d'usages
- Faciliter des décisions individuelles
- Développer des mesures dissuasives
- Rappeler la loi ou la réglementation
- Développer chez les publics la capacité de s'affirmer, de gérer la pression du groupe et de communiquer
- Stimuler le sentiment de responsabilité quant aux conséquences des usages pour autrui
- Faciliter des résolutions collectives
- Aucun des objectifs cités

15. Quels étaient les moyens utilisés pour cette action ? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Communication orale sans matériel ni support audiovisuel
- Communication orale avec matériels ou supports audiovisuels
- Exposition
- Distribution de documents
- Méthodes participatives
- Jeux interactifs, mises en scène théâtrales,...
- Groupes de parole
- Création d'événement (fête, manifestation ludique ou sportive, pique-nique, spectacle, colloque,...)
- Autres (précisez) : _____

16. Les intervenants ont-ils eu un contact en face-à-face avec les personnes visées par cette action ?

- Oui Non

17. Si vous avez répondu Non, Quels types de médias ont été utilisés? (Plusieurs réponses possibles)

- Il y a eu un ou plusieurs médias interactifs (téléphone, messagerie, forum, « chat », courrier)
 Il y a eu d'autres médias (écrits, audiovisuels)

18. L'action de prévention visait-elle un ou plusieurs produits parmi l'ensemble des drogues? (une ou plusieurs réponses possibles)

- L'ensemble des drogues
 L'ensemble des drogues illicites
 L'alcool
 Le tabac
 Les médicaments psychotropes
 Les produits dopants
 Le cannabis
 L'ecstasy
 L'héroïne
 La cocaïne
 D'autres drogues (précisez) : _____

19. Quels types de professionnels sont intervenus auprès du public au cours de l'action? (cocher les professions éventuellement concernées)

- un ou plusieurs professeurs de SVT
 un ou plusieurs professeurs d'autres disciplines
 un ou plusieurs personnels d'éducation, de santé ou social, des établissements scolaires
 un ou plusieurs professionnels d'éducation pour la santé (par ex. issus d'un CODES...)
 un ou plusieurs éducateurs ou animateurs, spécialisés ou non
 un ou plusieurs médecins généralistes
 un ou plusieurs médecins du travail
 un ou plusieurs membres des professions soignantes (infirmières, ...)
 un ou plusieurs médecins spécialistes des addictions
 un ou plusieurs médecins d'autres spécialités
 un ou plusieurs personnels de Justice
 un ou plusieurs personnels de police, de gendarmerie ou des douanes
 un ou plusieurs psychologues
 un ou plusieurs travailleurs sociaux
 un ou plusieurs animateurs culturels
 un ou plusieurs comédiens
 aucune des professions citées

20. Pouvez-vous préciser ce qui a été à l'origine de cette action? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Une injonction hiérarchique locale
 Une programmation régionale ou départementale
 Le lancement d'une politique nationale
 Le projet d'établissement ou le CESC
 Une demande des publics bénéficiaires
 Une demande des adultes à l'égard des jeunes
 Un événement local déclencheur
 Un appel à projets, l'obtention d'une subvention
 Un autre facteur (précisez) : _____

21. Si, à votre connaissance, cette action s'inscrivait dans le cadre d'une politique territoriale, pouvez-vous préciser laquelle? (une ou plusieurs réponses possibles)

- PRSP – Programme régional de santé publique
 SREPS – Schéma régional d'éducation pour la santé
 PTLTD – Programme départemental de lutte contre les drogues
 CDO – Convention départementale d'objectifs Justice-Santé
 CLS – Contrat local de sécurité
 CEL – Contrat éducatif local
 autre (précisez) : _____
 aucune politique territoriale n'était concernée

22. Cette action s'inscrivait-elle dans le cadre d'une programmation plus étendue? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Oui, elle se rattache à un programme national
 Oui, elle fait partie d'un programme comprenant plusieurs actions
 Oui, elle est répétée plusieurs années de suite
 Non

23. Pouvez-vous essayer d'estimer combien de temps, en moyenne, chaque personne du public visé a été exposée à cette action? (donnez une estimation en heures. Si la durée est inférieure à une heure, transcrivez-la sous forme décimale. Ex : 0,5 pour 30 min ou 0,25 pour 15 min)

- Environ _____ heure(s)
 Impossible à déterminer

24. En combien de séquences ou d'étapes s'est déroulée l'action? (une seule réponse possible)

_____ séquences ou étapes

25. Cette action a-t-elle été menée, entre autres ressources mobilisées, grâce à une ou plusieurs subventions? (une ou plusieurs réponses possibles)

- Elle a bénéficié d'une ou plusieurs subventions publiques
 Elle a bénéficié de subventions privées (sponsoring, mécénat,...)
 Elle a bénéficié de participations financières du public visé
 Elle a bénéficié de mises à disposition de biens ou de services en nature
 Elle a été menée, en partie ou exclusivement, grâce à des ressources propres
 Elle a été payée, en partie ou exclusivement, par le(s) commanditaire(s)

26. Si cette action a bénéficié d'une ou plusieurs subventions publiques, auprès de qui a(ont) été déposée(s) la(les) demande(s) ? (une ou plusieurs réponses possibles)

Une demande de subvention a été déposée auprès :

- d'un service de l'Etat
- d'une collectivité territoriale
- d'un organisme de protection sociale
- de la commission européenne
- d'un autre organisme (précisez) : _____

27. Quel était le budget spécifique de l'action ? (une seule réponse possible)

- Moins de 500 euros
- De 500 à 999 euros
- De 1000 à 4999 euros
- De 5000 à 14999 euros
- De 15000 à 23000 euros
- Plus de 23000 euros

28. A votre connaissance, cette action a-t-elle fait l'objet d'une évaluation ? (une seule réponse possible)

- Oui, en interne
- Oui, par une instance extérieure et indépendante
- Non

29. Cette action a-t-elle fait l'objet d'une communication ? (une seule réponse possible)

- Oui, d'une communication au sein de la structure
- Oui, d'une communication à l'extérieur de la structure
- Non

30. A votre connaissance, l'action s'est-elle déroulée comme prévu ?

- Oui, dans l'ensemble
- Non

31. Si vous avez répondu non, pouvez-vous préciser pourquoi ?

- Le contenu prévu de l'action n'a pas pu être développé entièrement
- Le nombre prévu de bénéficiaires n'a pas pu être atteint
- Les moyens financiers ont été trop tardivement mobilisés
- Les ressources humaines ont été insuffisantes
- Pour d'autres raisons

RESUME FACULTATIF : Vous avez la possibilité, si vous le souhaitez, de résumer par un texte (1500 signes au maximum) la nature et les caractéristiques de l'action à propos de laquelle vous venez de remplir le questionnaire. Saisissez votre texte dans le cadre ci-dessous.

Lorsque les résultats de l'enquête seront diffusés sur le site Internet ReLION, seul ce résumé et l'intitulé de votre action seront référés au nom de votre structure : les autres informations seront traitées anonymement à travers des statistiques départementales..

(Collecte de janvier à mars 2007).